

L'introduction de la présente éd. est un modèle de complétude. Le contexte historique des capitulaires de 789 à l'intention des *missi*, l'historique même et le bien-fondé de l'appellation d'*Admonitio generalis*, sa date et sa structure sont passés en revue. Un développement particulier est dûment consacré à l'évaluation du rôle d'Alcuin (p. 47–63). L'état de la tradition manuscrite occupe une place centrale (p. 63–111). Dans le corps même de l'éd. proprement dite (p. 170–239), la page de droite est réservée au texte et à l'apparat critique, la page de gauche à la traduction et à l'annotation. On dispose enfin d'un jeu très complet d'index : index des mss, des sources ainsi qu'un très judicieux *index verborum*. Neuf illustrations hors-texte nous donnent l'image d'une pleine page des principaux mss de la tradition. Il ne fait pas de doute que la présente éd. répond pleinement aux exigences les plus pointues que H.M. avait assignées à son travail. La perfection même de l'échantillon qui nous est proposé ne rend que plus sensible l'immense intérêt qui s'attache à la nécessaire entreprise de *renovatio* générale du texte procuré par Boretius et Krause. Cette magnifique éd. de l'*Admonitio generalis* est, certes, une pierre d'attente. Mais c'est aussi une invitation à faire confiance à la capacité des *M.G.H.* pour venir à bout de leurs projets les plus ambitieux qui, au regard d'une telle discipline éditoriale, ne peuvent s'inscrire que dans une longue durée d'élaboration.

Pierre TOUBERT

Power and Persuasion. Essays on the Art of State Building in Honour of W.P. Blockmans, éd. Peter HOPPENBROUWERS, Antheun JANSE, Robert STEIN, Turnhout, Brepols, 2010 ; 1 vol. in-8°, xli–364 p. ISBN : 978-2-503-53211-0. Prix : € 70,00.

Constituant le second volet d'une sorte de diptyque en l'honneur de W. Blockmans – l'autre volume auquel nous faisons allusion ici rassemble les contributions de ses anciens élèves¹ –, l'ouvrage renferme les art. de ses amis et collègues. Il reflète admirablement, qui plus est, les intérêts du maître pour l'histoire politique – celle de l'affirmation de l'État princier, puis moderne, en Europe, entre XIII^e et XVI^e siècles –, sociale – celle des tensions entre centre et périphérie au sein de cet État –, culturelle et intellectuelle – celle de la pensée politique et de la propagande qui accompagnent la construction étatique. L'*Introduction* (A. Janse, R. Stein, p. vii–xiii) revient justement sur ces idées tout en les précisant. Un autre point fort du recueil est certainement sa dimension européenne, indissociable d'une étude raisonnée de l'État moderne, car ce n'est que grâce à une approche comparée que l'on peut rendre compte au mieux d'un phénomène aussi complexe et varié que celui-ci. Ainsi, après une biographie scientifique de W.B., suivie de sa bibliographie (P. Hoppenbrouwers, p. xv–xli), c'est la plupart des espaces politiques du Moyen Âge occidental européen qui est envisagée (Angleterre, Aragon, Castille, Danemark, Empire, États bourguignons et Pays-Bas, France, Italie du Nord, Pologne), même si une réelle prédominance est accordée aux Pays bourguignons.

1. *Bourgondië voorbij. De Nederlanden 1250–1650*. Liber alumnorum Wim Blockmans, éd. M. DAMEN, L. SICKING, Hilversum, 2010. Le recueil s'insère également dans un ensemble de publications récentes liées à l'État princier et/ou moderne parmi lesquels nous pouvons citer *Noblesse et États princiers en Italie et en France au XV^e siècle*, éd. M. GENTILE, P. SAVY, Rome, 2009. Voir notre c.r. *ici même*, t. 118, 2012, p. 722–723.

Pour débiter la première part. (*The Dynastic Order*), J.M. Moeglin examine, en Europe, l'affirmation de maisons princières « nationales », entre 1250 et 1350, lesquelles constituent les noyaux de futurs systèmes étatiques (p. 3–25) ; une approche que prolonge l'art. de W. Paravicini consacré aux rapports entre les princes et la noblesse de leurs États (p. 27–48). J.M. Cauchies revient, ensuite, sur une thématique qui lui tient à cœur : faut-il parler d'État bourguignon ou d'États bourguignons ? Et celui-ci de proposer un tour d'horizon synthétique, particulièrement bienvenu, des positions de l'historiographie récente (et moins récente) en la matière (p. 49–58). Pour sa part, M.J. Rodríguez-Salgado étudie, sur le plan juridique, le système de gouvernorat mis en place par Charles Quint afin de contrôler son empire hétéroclite, ainsi que le processus d'obédience permettant de nommer ses gouverneurs (p. 59–82). La deuxième part. (*Crown and Polity*) s'ouvre par une contribution de J.M. Nieto Soria sur les trois modèles de pouvoir qui cohabitent en Castille au xv^e siècle (monarchie absolue, noble et « urbaine ») (p. 85–101), un processus de cohabitation et, donc, de négociation entre plusieurs modes de gouvernement que l'on retrouve également, en France, à travers les rapports d'opposition et de collaboration entre le roi et sa noblesse, ainsi qu'en témoigne l'art. de P. Contamine consacré au procès de Jean II d'Alençon (p. 103–122). Par ailleurs, l'État, tel qu'il s'entend à la fin du Moyen Âge, n'est pas une construction essentiellement monarchique ou princière. Les nobles participent à son affermissement aux côtés de groupes de personnes très différents – rassemblés sous l'appellation de troisième ordre ou Tiers État –, intimement liés au prince, mais jouissant d'une certaine autonomie, tels le Parlement anglais analysé par W.M. Ormrod (p. 123–139) ou les États de Danemark chers à B. Poulsen (p. 141–156). Vient ensuite M.Á. Ladero Quesada qui met en lumière un autre aspect caractéristique de l'État princier : le perfectionnement des institutions antérieures et, dans le cas présent, celui de l'armée des rois de Castille (p. 157–174). Dans la part. 3 (*Clients and Networks*), W. Prevenier s'intéresse au système de la grâce princière, dans les États bourguignons, en tant qu'outil de pacification à l'usage du prince, mais aussi qu'atteinte aux particularismes juridiques locaux (p. 177–195) ; tandis que M. Boone se penche sur la carrière de Pierre Lanchals, receveur général de Charles le Téméraire et Marie de Bourgogne, puis maître d'Hôtel de Maximilien de Habsbourg, et sur les techniques financières dont il usa pour assurer ses intérêts et ceux de ses maîtres (p. 197–223). La part. 4 (*Towns and Commerce*) débute par un art. de G. Chittolini dans lequel celui-ci démontre jusqu'à quel point les méthodes d'analyse propres aux historiens des villes d'Allemagne, de France et des Pays-Bas sont applicables à l'histoire urbaine de l'Italie du Nord et du Centre (p. 227–241) ; et s'achève sur la contribution de D.E.H. de Boer portant sur les relations commerciales et diplomatiques entre la Catalogne et les Pays bourguignons au milieu du xv^e siècle (p. 243–272). L'ultime part. du volume (*Church and Religion*) aborde la question du religieux et des Églises comme facteurs de construction étatique, que ce soit par le biais du système de communication qu'offre l'institution ecclésiastique aux États (J.-P. Genet, p. 275–289), de la croisade (N. Housley, p. 291–308), des synodes, avec le cas particulier du royaume de Pologne (W. Uruszczak, p. 309–324), ou de l'intégration de communauté étrangère, dans le cas présent, les gitans en France et dans l'Empire, à l'État (D. Abulafia, p. 325–342). L'ouvrage se clôt sur des conclusions très stimulantes (W. Reinhard, p. 345–360) qui se teignent parfois d'un point de vue contemporain sur l'État propre à notre début de xxi^e siècle (l'État a failli et, désormais, des institutions internationales et des O.N.G. remplissent plusieurs de ses fonctions).

Certes, on pourrait reprocher à cet ouvrage de manquer parfois de finitions éditoriales, notamment dans les notes, ou encore de comporter un déséquilibre entre les part. 1, 2 et 5, très fournies, et les part. 3 et 4, bien plus minces. Mais ce serait oublier l'essentiel : ce recueil propose des analyses de très grande qualité, toutes en rapport étroit avec les sujets de prédilection de W.B., et ceci de la plume des meilleurs spécialistes européens de ces questions. Il constitue, de la sorte, une contribution majeure à l'histoire de l'État entre Moyen Âge et Renaissance.

Jonathan DUMONT

Law and Sovereignty in the Middle Ages and the Renaissance, éd. Robert S. STURGES, Turnhout, Brepols, 2011 ; 1 vol. in-8°, xviii-302 p. (*Arizona Studies in the Middle Ages and the Renaissance*, 28). ISBN : 978-2-503-53309-4. Prix : € 70,00.

Issu de la conférence annuelle de l'*Arizona Center for Medieval and Renaissance Studies in Tempe (Arizona)* de février 2008, ce collectif se construit à l'encontre d'une opinion encore partagée par certains historiens : le Moyen Âge méconnaît la notion de souveraineté car l'Église et l'idée de chrétienté dominent la sphère politique, alors que le pouvoir central laïque demeure extrêmement fractionné. Au contraire, dans son *Introduction* (p. xi-xviii), l'É. considère que le Moyen Âge, essentiellement tardif, voit l'émergence du concept de souveraineté, notamment grâce aux juristes, et que, pour l'étudier, il faut dépasser la séparation classique entre Moyen Âge et Renaissance pour considérer la temporalité du concept lui-même. En ce sens, l'ouvrage aborde de concert Moyen Âge tardif et Renaissance, parfois même Renaissance tardive (jusqu'au début du xvi^e siècle). Ne seront donc traitées ici que les contributions relatives à la période médiévale *stricto sensu*.

La première part. du recueil (*Theories*) aborde les rapports entre les théories du droit et la souveraineté à travers l'art. d'A. Classen consacré au *Tristan* de Gottfried de Strasbourg (p. 3-22). Vient ensuite une seconde part. (*Fictions*) dédiée aux rapports qu'entretenaient les œuvres littéraires avec le concept de souveraineté. On retiendra les textes de L. Manion, lequel analyse la souveraineté dans plusieurs romans arthuriens (p. 69-91), et celui de S.D. King consacré à la trad. anglaise d'une farce française du xv^e siècle (p. 93-114)¹. La troisième part. (*Contestations*) examine les différentes réticences à la souveraineté et les négociations qu'elles engendrent entre le pouvoir et ceux qui le contestent. S'y illustrent A. Rabin, dans l'étude d'une lettre adressée au roi d'Angleterre Édouard l'Ancien par l'un de ses sujets (p. 153-171), ainsi que M. Saltamacchia, dans l'analyse d'un conflit entre le duc Gian Galeazzo Visconti et la fabrique du Duomo de Milan (p. 173-191). La quatrième et dernière part. (*Applications*) traite de la mise en pratique de ces théories de la souveraineté, que ce soit à l'échelle d'un royaume ou dans le cadre de micro-souverainetés, ainsi que l'attestent les contributions de E.E. Hess sur le *Roman de Silence* d'Heldris de Cornouaille (p. 217-235), d'A.W. Boyarin concernant différentes figures féminines qui, réellement ou symboliquement, incarnent l'autorité (p. 261-285), et de R. Firth Green concernant l'affaire du viol de Cecily Champlain par Geoffrey Chaucer (p. 261-285). L'ouvrage s'achève sur un *Index* des noms propres (p. 289-302).

1. Le texte original en français a été publié par A. TISSIER, *Recueil de farces, 1450-1550*, t. 1, Genève, 1986, p. 11-61.